

DE NOS AGRICULTEURS

A



Jean Michel CASTREC
éleveur laitier
à Lanriec



Erwan FLOC'HLAY
éleveur laitier (en GAEC)
à Kernevez-Questel

cteurs essentiels de nos sociétés dont ils s'activent quotidiennement à assurer le contenu des assiettes, nos agriculteurs doutent cependant de leur avenir.

Éleveurs sur la commune, Jean Michel et Erwan répondent à quelques questions sur les perspectives de l'agriculture sur Pouldergat.

Présentez en quelques mots votre parcours professionnel.

Jean Michel CASTREC. Après des études agricoles, l'obtention d'un BTS "productions animales" et une activité de salarié du contrôle laitier durant 10 ans, je me suis installé en 1996 sur l'exploitation familiale de Lanriec.

Erwan FLOC'HLAY. Mon métier d'agriculteur tient à un coup de "poker". Mes parents ne sont pas agriculteurs - mes grands-parents l'étaient - mais j'ai toujours baigné dans ce milieu. Après un Bac CGEA, préparé au "Nivot" (lycée agricole), j'ai travaillé au service de remplacement avant de devenir salarié à la ferme du Kernevez jusqu'en 2009. À cette date, je me suis installé en GAEC avec Cathy et Lionel, mes employeurs précédents. L'exploitation est majoritairement orientée vers la production laitière avec des activités complémentaires de transformation (yaourts) et d'engraissement de porcs. Elle est représentative des exploitations de la commune.

Quels sont les moments marquants que vous avez connus ces dernières années en matière d'agriculture ?

J.M.C. L'évènement marquant de ma carrière a été la grève du lait de 2009 qui aurait dû aboutir au maintien d'une maîtrise de notre production avec un prix du lait rémunérateur.

Actuellement, les producteurs font face à une crise qui découle de la suppression des quotas laitiers.

En 1980, le prix des 1000 litres de lait entier à la ferme s'élevait à 274,32 euros (1800 francs), aujourd'hui, il se situe à 300 euros alors que la progression de l'inflation - 226 % sur 40 ans - aurait dû l'amener à 619,97 euros. Dans le même temps, la brique de lait, dans le commerce, est passée de 0,38 euros (2,51 francs) en 1980 à 1 euro actuellement - au lieu de 0,89 euros au rythme de l'inflation... Ça fait rêver.

"Les jeunes issus du milieu s'en détournent en raison des revenus faibles, de la pénibilité et de la charge de travail."

E.F. Mon installation a eu lieu en pleine crise laitière, en 2009. Ma première paye de lait a été, à l'époque, de 203,09 euros pour 1000 litres de lait. Depuis, ce prix, imposé par la laiterie, a

stagné à 300 euros les 1000 litres. La liberté du producteur est nulle.

Un autre fait marquant est la chute du nombre d'agriculteurs sur la commune.

Quel est votre point de vue sur les débats actuels autour de l'agriculture ?

J.M.C. Pour ce qui concerne l'environnement, il se dégrade mais des efforts sont réalisés pour y remédier. Je note que la nouvelle PAC (Politique Agricole Commune) n'a d'ambition ni écologique ni sociale.

La robotisation m'interroge, avec l'aggrandissement des troupeaux laitiers, on perd un peu le métier d'éleveur pour devenir manager.

E.F. Concernant la production "bio", il est clair que la majorité (silencieuse) des consommateurs est loin d'être demandeuse. La laiterie SODIAL "rebascule" une citerne de lait "bio" sur cinq en lait conventionnel en raison d'un manque de débouchés, la demande ne suivant pas. Il vaut mieux favoriser le "français" ou local que de se polariser sur le "bio".

Pour ce qui est de l'intensification à outrance, les fermes véritablement industrielles (ferme des 1000 vaches) n'ont pas survécu. L'industrialisation, qui nécessite une automatisation poussée, est un gouffre financier.

Le risque peut être, cependant, la prise de contrôle de la production agricole par la grande

distribution qui a les moyens de cette industrialisation. L'entretien de l'environnement, quant à lui, était assuré, par le passé, par les nombreux agriculteurs présents sur le territoire.

Quant à l'utilisation de la chimie, elle est favorisée par le développement des monocultures lié à la disparition des éleveurs dont les pâturages nécessitent peu de produits phytosanitaires, dont l'emploi est d'ailleurs de plus en plus limité en raison de la réglementation et du coût des produits.

Le foncier a été consacré ces dernières années dans environ 7 cas sur 10 à des

installations en maraîchage dont la majorité ne perdure pas au delà de 3 ans. La production maraîchère est un travail de "titan" qui peine à trouver des salariés.

Ces sujets ont-ils une incidence sur votre activité ?

J.M.C. Depuis 2015, l'exploitation est engagée dans un contrat MAE - Mesures Agro-environnementales - qui vise à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et à favoriser la part de l'herbe dans le système de production.

E.F. L'incidence vient surtout de l'évolution des réglementations dans les domaines de l'utilisation des produits phytosanitaires, du bien-être animal et de l'épandage des effluents (lisier).

Quelle est votre vision de l'agriculture à Pouldergat dans les 2 ou 3 décennies à venir ?

J.M.C. À Pouldergat, comme

ailleurs, de nombreuses exploitations n'auront pas de repreneur. Quand personne ne prend le relais, on est déçu et quand on cède à quelqu'un, on est inquiet.

Le renouvellement des générations d'agriculteurs sera

raison du nombre élevé de cessations d'activité en regard du nombre d'installations - six ou sept, de mémoire, depuis mon installation en 2009.

Les jeunes issus du milieu s'en détournent en raison des revenus faibles, de la pénibilité et de la charge de travail.

D'autre part, le foncier risque d'échapper aux agriculteurs traditionnels en direction de la grande distribution (intégration de la filière) ou d'industriels soucieux d'optimiser leur bilan-carbone.

Comment voyez-vous l'avenir de votre exploitation ? De quels soutiens auriez-vous besoin ?

les agriculteurs ?

J.M.C. Dans les années à venir, je vais céder mon exploitation à mon fils qui devrait poursuivre la production laitière.

Je pense qu'il devra rechercher une autonomie alimentaire (production sur la ferme de l'alimentation des animaux) et faire évoluer le mode de production (choix des animaux, des techniques d'élevage...).

E.F. Là aussi, l'avenir est préoccupant et l'espoir repose sur des prix plus rémunérateurs. Sans ces prix, ce sera la fin de l'agriculture familiale. Cette semaine, j'ai vendu un veau de 8 jours au prix de 30 euros, soit au dessous du prix de l'insémination de la mère.

La transformation permet de mieux valoriser une partie de la production, de mieux maîtriser une part du prix et de créer un poste sur l'exploitation. Mais elle demande de la technicité, des investissements et demeure une "niche" limitée.

"Sans une politique ambitieuse, qui assure des prix rémunérateurs et un accompagnement vers des pratiques plus "vertes", il n'y aura plus de fermes "familiales" ni de vaches dans les champs."

compliqué, même s'il y a des candidats à la reprise, car, aujourd'hui, les revenus ne peuvent pas couvrir les investissements si on continue sur le même modèle.

Sans une politique ambitieuse, qui assure des prix rémunérateurs et un accompagnement vers des pratiques plus "vertes", il n'y aura plus de ferme "familiale" ni de vaches dans les champs.

E.F. Les perspectives de l'agriculture sur la commune sont très préoccupantes en

